

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

12/11/2025

Le président américain reçoit son représentant syrien

Le président américain Donald Trump a reçu, le 10 novembre 2025, le dirigeant de l'Administration syrienne, Ahmad Shara, à la Maison-Blanche. Il s'agissait de leur troisième rencontre depuis le mois de mai dernier. Trump a déclaré au sujet d'Ahmad Shara :

« C'est un dirigeant extrêmement fort, venant d'un environnement extrêmement difficile. C'est un homme déterminé ; je l'admire, je suis sur la même ligne que lui, et nous ferons tout notre possible pour que la Syrie réussisse. »

Trump a également annoncé : *“Son administration travaillait, aux côtés d'Israël, à développer les relations avec la Syrie.”*

Le fait que Trump — l'ennemi numéro un de l'Islam et des musulmans — fasse de tels éloges à l'égard d'Ahmed Shara (al-Joulani) s'explique par le fait que Shara exécute les ordres de l'Amérique à la lettre. En effet, il a refusé de proclamer le jihad contre l'entité sioniste et de la chasser de Syrie et du Golan — que Trump considère comme faisant partie de cette entité. Au contraire, il cherche à conclure un accord avec elle.

Ahmed Shara, comme les autres dirigeants des pays musulmans, a refusé d'aider le peuple de Gaza, a trahi les révolutionnaires et a empêché la Révolution syrienne d'atteindre son objectif : établir le Califat et appliquer les lois de l'Islam. De plus, il a emprisonné les jeunes du Hizb ut-Tahrir qui appelaient à cela, tout en libérant les criminels et meurtriers du régime précédent.

Le représentant permanent de la Syrie auprès des Nations unies, Ibrahim al-Alabi, a déclaré que la rencontre entre les deux dirigeants avait porté sur la levée des sanctions imposées à la Syrie et sur la reconstruction de sa capacité commerciale. Il a également précisé que les questions de « l'intégration des forces des FDS dans l'armée syrienne » et de « l'achèvement d'un accord de sécurité avec Israël » avaient été abordées. Il a qualifié cette visite de « visite

historique et de tournant dans les relations syro-américaines ». Al-Alabi a par ailleurs indiqué que Trump avait loué Ahmed Shara pour « *les changements qualitatifs et les succès* » qu'il aurait réalisés récemment.

Le 11 novembre 2025, un responsable américain — resté anonyme — a annoncé que le régime syrien avait rejoint la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Cette coalition mène, sous le prétexte de la « lutte contre Daech », une guerre contre l'Amérique elle-même, l'entité sioniste et les musulmans qui appellent à l'application de l'Islam et à l'établissement du Califat, tout en s'opposant farouchement à ceux qui œuvrent pour son retour. C'est cette même coalition qui a maintenu le régime de Bachar al-Assad pendant treize ans, jusqu'à ce que l'Amérique trouve une alternative. Et il apparaît que cette alternative, l'Amérique la voit désormais en la personne d'Ahmed Shara.

Le président syrien rencontre la directrice du Fonds monétaire international (FMI), institution coloniale

Dès son arrivée aux États-Unis le 9 octobre 2025, le président syrien Ahmad Shara a rencontré à Washington la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Il a été annoncé que l'entretien visait à examiner les domaines de coopération entre les deux parties en vue d'accélérer le processus de développement et de croissance économique dans le pays.

Lors de la réunion, les discussions ont porté sur la manière de réformer la Banque centrale syrienne, de fournir des données financières fiables et d'accroître la capacité de l'État à générer des revenus.

La présidente du FMI, Kristalina Georgieva, a annoncé sur la plateforme X que le Fonds était prêt à fournir une assistance à la Syrie. Le FMI a estimé le coût de la reconstruction de la Syrie à environ 200 milliards de dollars.

Comme on le sait, les prétendues « aides » du FMI ne sont en réalité que des prêts usuraires. Le Fonds accorde ces prêts à la banque centrale du pays endetté ; mais en raison des intérêts, ainsi que des garanties et assurances imposées sur cette dette, l'endettement du pays ne cesse de s'aggraver.

Lorsque le FMI demande à un État « d'augmenter sa capacité à générer des revenus », il entend en réalité par là des conditions lourdes et spoliatrices :

- Imposer de nouveaux impôts ou augmenter ceux existants,

- Relever les taux d'intérêt bancaires,
- Supprimer les subventions sur les produits de première nécessité,
- Geler les salaires,
- Interdire que le crédit soit utilisé — même si cela avait été convenu — dans des projets militaires ou dans l'industrie lourde
- Et d'autres conditions encore, qui affectent directement l'organisation politique, économique, sociale et culturelle du pays...

Ainsi, l'État tombe sous la tutelle du Fonds, et le FMI exerce sur le pays une pression et un chantage permanents dans ces domaines.

L'histoire n'a enregistré, depuis la création du FMI en 1944, aucun pays ayant emprunté auprès du Fonds et réussi à résoudre ses problèmes économiques. Bien au contraire, tous ces pays sont tombés sous l'hégémonie américaine. Car le FMI est une institution coloniale américaine qui n'a d'"international" que l'apparence.

De larges pouvoirs ont été accordés au commandant de l'armée pakistanaise afin d'accroître son influence sur la gestion de l'État

Il a été annoncé que les mesures conférant de larges pouvoirs au commandant en chef de l'armée pakistanaise, Asim Munir, et restreignant les prérogatives de la Haute Cour ont été adoptées par le Sénat du Pakistan en seulement trois heures, le 10 novembre 2025.

Selon ces nouvelles dispositions, Asim Munir assumera le commandement suprême de l'ensemble de la structure militaire — incluant les forces terrestres, aériennes et navales — et portera, à ce titre, le titre de « Commandant des forces de défense ». À l'issue de son mandat, il conservera son grade et jouira d'une immunité juridique à vie. Il a été indiqué que ces amendements seraient soumis au Parlement du Pakistan pour approbation finale.

Jusqu'à présent, le commandant de l'armée se situait au même rang que les commandants de l'armée de l'air et de la marine ; au-dessus d'eux existait un poste assumant les fonctions de chef d'état-major. Avec la suppression de ce poste, Asim Munir deviendra l'unique autorité couvrant l'ensemble des

composantes de l'armée. Son influence sur les décisions politiques du gouvernement s'en trouvera ainsi encore accrue.

L'armée pakistanaise exerçait déjà depuis de nombreuses années une domination sur l'ensemble des institutions de l'État. Mais cette nouvelle mesure officialise cette emprise en lui donnant une base constitutionnelle ; ainsi, la direction de l'État passe désormais de facto entre les mains du commandant de l'armée, et Asim Munir devient le dirigeant officiel et réel du pays.

Asim Munir avait été nommé commandant de l'armée en novembre 2022. Il s'était ensuite rendu aux États-Unis en décembre 2023, où il avait ouvertement déclaré son allégeance à ce pays, affirmant : « *Les entretiens que j'ai eus avec les responsables politiques et militaires américains se sont déroulés de manière très positive.* »

En juin 2025, Munir s'était de nouveau rendu aux États-Unis pour rencontrer le président Donald Trump, qui l'avait proposé au prix Nobel de la paix. Il avait ensuite rencontré les dirigeants militaires américains au mois d'août, puis avait retrouvé Trump en septembre, accompagné du Premier ministre Shahbaz Sharif. Trump l'avait alors encensé en déclarant : « *C'est mon maréchal préféré.* »

Il apparaît qu'Asim Munir se sent pleinement porté par le soutien américain et qu'il considère avoir désormais la mainmise totale sur le gouvernement. Fort de cette assurance, il a sollicité du Sénat l'adoption de ces amendements constitutionnels et s'est mis à gouverner le pays selon les orientations politiques de l'Amérique.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur